

## **Laissez-nous respirer !**

**En raison de l'épidémie du Covid-19, les familles de victimes et les collectifs de blessés ont choisi de reporter à une date ultérieure la Marche des Familles de victimes de violences policières prévue ce samedi 14 mars.** Cette décision n'a pas été facile à prendre pour les familles et les collectifs appelants. Tous se réjouissaient de se retrouver pour cette manifestation d'ampleur nationale et de voir affluer les soutiens d'ONG, de syndicats, d'élus et de réseaux militants. Et les raisons de dénoncer la dérive autoritaire de l'Etat dans la gestion de l'ordre public sont malheureusement là plus que jamais.

Plus que jamais, le décès de Cédric Chouviat à la suite d'une clé d'étranglement et d'un plaquage ventral a rappelé que ces techniques d'immobilisation tuent. Dans les périphéries comme dans les centres-villes.

Plus que jamais, l'acquittement, hier, des policiers auteurs des violences qui ont éborgné Fatouma Kebe, rappelle que les tirs de LBD et les jets de grenades mutilent et détruisent des vies et des familles dans les quartiers populaires depuis de longues années comme aujourd'hui parmi les manifestants. Plus que jamais, malgré leurs mensonges reconnus devant la cour d'appel, l'acquittement des deux policiers témoigne de l'impunité systématique des responsables et de la violence judiciaire imposée aux victimes.

Plus que jamais, ce sont des vidéos amateurs qui ont témoigné des violences commises permis de dénoncer les contre-vérités initiales des autorités. Plus que jamais, la volonté du ministère de l'Intérieur d'empêcher la diffusion de telles vidéos rappelle que l'Etat est prêt à attenter au droit d'informer pour invisibiliser ces violences et empêcher les dépôts de plainte.

Plus que jamais, le rapport de l'Acat publié le 11 mars démontre l'extrême dangerosité des armes de force intermédiaire employées par les forces de l'ordre, l'usage abusif de la notion de légitime défense par les agents mis en cause et un déni de justice qui semble inéluctable pour les victimes de ces violences.

Plus que jamais, les observateurs des pratiques policières de la LDH, du Syndicat des avocats de France et d'Amnesty International dénoncent une doctrine très agressive du maintien de l'ordre qui provoque et exacerbe les violences au lieu de les contenir et de les réduire.

Plus que jamais, l'état de droit est mis en danger par les projets gouvernementaux de renforcer les mesures d'un état d'urgence permanent à travers la loi Silt.

**Plus que jamais, nous appelons à une mobilisation de la société civile** pour exiger que la question de la police et de l'ordre public soit discutée au premier plan des questions politiques. Plus que jamais nous appelons les acteurs associatifs, syndicaux et politique à l'élaboration d'**une plate-forme commune pour la désescalade, au quotidien dans nos quartiers comme lors des manifestations.**

**Plus que jamais, nous appelons à l'interdiction des techniques mortelles d'immobilisation et des armes de guerre du maintien de l'ordre PARTOUT, dans les manifestations comme dans nos rues.**

**Plus que jamais nous appelons à la mise en place de dispositifs garantissant les droits des victimes et de leurs proches.**

**Nous vous donnons rendez-vous dans quelques semaines  
pour affirmer un STOP COLLECTIF, UNITAIRE ET SOLIDAIRE A CETTE  
DERIVE AUTORITAIRE.**

**A bientôt et dans l'immédiat prenons soin de nos proches et de nous-mêmes.**

**Collectif Vies Volées, Comité Adama, famille Dieng et le comité Vérité et Justice pour Lamine Dieng (Paris, 20e), famille d'Abou Bakari Tandia (Courbevoie, 92), famille de Tina Sebaa (Saint-Fons, 69), famille de Baba Traoré (Joinville-le-Pont, 94), famille d'Abdelhakim Ajimi (Grasse, 06), famille de Mahamadou Marega (Colombes, 92), famille de Mahamadou Marega (Ivry, 94), famille de Youcef Mahdi (Melun, 77), famille d'Angelo Garand et le collectif Justice pour Angelo (Blois, 41), Awa Gueye et le collectif Justice et Vérité pour Babacar Gueye (Rennes, 35), comité Justice et Vérité pour Wissam El Yamni (Clermont-Ferrand, 63), comité Vérité et Justice pour Gaye Camara (Champs-sur-Marne, 77), collectif Selom et Matisse (Lille, 59), comité Justice pour Ibrahima Bah (Villiers-le-Bel, 95), comité Vérité pour Curtis (Massy, 91), comité Vérité et Justice pour Morad Touat (Marseille, 13), comité Justice pour Liu Shaoyao (Paris, 19e), comité Vérité et Justice pour Ali Ziri (Argenteuil, 95), Haby Koumé sœur d'Amadou Koumé (Saint-Quentin, 02), les parents et la sœur de Rémi Fraisse, collectif Vérité et Justice pour Mehdi (Vaux-en-Velin, 69), Florica Floarea et le comité Vérité et Justice pour Dorel (Vigneux-sur-Seine, 91), Salah Zaouiya et l'association Mémoire Jawad Zaouiya (Mantes-la-Jolie, 78), Justice pour Mehdi Bouhouta (Vaux-en-Velin, 69), famille Touré et le comité Vérité et Justice pour Zakaria (Troyes, 10), Siaka Traoré, frère de Bouna (Clichy-sous-Bois, 93), Geneviève Legay (Nice, 06), Franck Lambin, père d'Allan (Saint-Hilaire-des-Landes, 35), Vérité et Justice 31 (31), Fatiha, mère d'Hocine et le comité Vérité et Justice pour Hocine Bouras (Colmar, 68), Milfet, fille de Zineb Redouane, la famille de Cédric Chouviat (Levallois-Perret, 92), Marie-Paule Chenevat, en hommage à Romain (91), Carenne Levy, femme de Philippe Ferrières (Drancy, 93), Fatima Zerroukhi, mère de Joail et le comité Justice et Vérité pour Joail (Vienne, 38), Assemblée des Blessés, Mutilés pour l'exemple.**